



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Conseil national de l'hydrogène

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Bercy

Jeudi 30 septembre 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bonjour à tous.

Je suis très heureux de vous voir aujourd'hui pour ce Conseil national de l'hydrogène.

Pour tout vous dire, je devais partir pour Nice, retrouver mon ami Christian Estrosi et participer à un forum avec lui. J'ai reporté mon départ, même si je dois vous quitter d'ici une vingtaine de minutes, parce que je tenais absolument à ouvrir ce Conseil national de l'hydrogène avec vous, pour une raison qui est très simple et que vous connaissez tous, c'est que la question énergétique est revenue au premier plan des préoccupations des Français. Elle est revenue au premier plan des préoccupations des Européens.

En fait, nous redécouvrons un certain nombre d'évidences et je pense que la politique a tout à gagner à ne pas s'éloigner des évidences, à ne pas s'éloigner des réalités. Nous avons le droit d'avoir des rêves, nous en avons tous. Nous avons le droit d'avoir des ambitions, nous en avons tous, mais je pense qu'il est bon de faire de la politique en gardant tout simplement les pieds sur terre.

Ce qui se passe aujourd'hui sur l'énergie nous remet les pieds sur terre et nous fait atterrir. Cela nous rappelle un certain nombre d'évidences que je voudrais rappeler au début de ce Conseil national de l'hydrogène.

La première évidence, c'est que l'énergie est vitale. Nous ne pouvons pas nous en passer, sauf à vivre dans une grotte avec une bougie, nous ne pouvons pas nous passer de l'énergie. Elle est absolument vitale. Elle est vitale pour nous chauffer. Elle est vitale pour nous nourrir. Elle est vitale pour nous alimenter. Elle est vitale pour nous déplacer. Elle est vitale pour communiquer. Nous ne pouvons pas nous arrêter ni de communiquer, ni de se déplacer, ni de se nourrir, ni de se chauffer. Tant que nous serons des êtres humains, nous aurons besoin de l'énergie. Pardon de rappeler cette première évidence.

La deuxième évidence, c'est que l'énergie est rare et donc elle est coûteuse. Il suffit qu'elle devienne encore plus rare parce qu'il y a eu une crise et que, par conséquent, les robinets ont été fermés pendant longtemps, qu'il faut réactiver les gazoducs. Il suffit que la demande reparte fortement, ce qui est le cas aujourd'hui, notamment en Asie, pour que le prix explose.

L'explosion du prix du gaz n'est donc pas une surprise, c'est une évidence. Cela n'est une surprise que pour ceux qui n'ont pas suivi ce qui se passe économiquement dans le monde, un redémarrage économique beaucoup plus fort que prévu et qui n'ont pas vu que les énergies renouvelables ne sont pas une alternative à 100 % aux énergies fossiles. Elles le seront peut-être, nous travaillons tous à renforcer la place des énergies renouvelables. Mais à l'heure où je vous parle ou le matin, nous nous levons, il faut bien allumer son chauffage parce qu'il va faire froid, il faut bien communiquer, il faut bien se déplacer, il faut bien prendre sa voiture électrique ou sa voiture avec un moteur thermique. Nous avons toujours besoin du gaz.

Troisième évidence il n'y a pas d'indépendance politique sans indépendance énergétique. Je le dis avec beaucoup de force en gaulliste que je suis, nous n'avons pas bâti l'indépendance énergétique de la France en cinquante ans pour le dilapider en quelques années. Je suis attaché à l'indépendance politique et donc à l'indépendance énergétique de notre pays. Nous n'avons pas fait tout cela pour dépendre du bon vouloir de Vladimir Poutine, pour faire simple. Nous n'avons pas bâti pendant des décennies la dépendance énergétique de notre pays autour de l'énergie nucléaire pour être dans la main de Vladimir Poutine parce qu'il y a des besoins d'approvisionnement en gaz qui font qu'il suffit pour lui de jouer sur cet approvisionnement pour faire monter les prix et pour rogner sur notre indépendance politique.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Quatrième évidence cette indépendance énergétique française, elle, est un atout, et donc il faut le consolider. Comme nous parlons ici et je remercie tous les industriels d'être présents, tous ceux qui représentent aujourd'hui les filières énergétiques qui sont présents autour de cette table et je vous remercie vraiment d'avoir pris du temps sur vos emplois du temps que je sais extrêmement chargés pour en discuter très librement ensemble.

Il faut que nous sachions où nous allons parce que nous sommes sur des investissements qui se font non pas à un an, non pas à deux ans, non pas à cinq ans, mais qui se font à dix, vingt ou trente ans. Il faut donc que nous soyons d'accord sur la stratégie, parce que les sommes en jeu sont tellement importantes et les enjeux en termes politiques, en termes financiers, en termes économiques sont tellement élevés qu'il faut qu'il y ait un accord entre la puissance publique et les acteurs privés avant d'engager nos grands choix énergétiques de demain.

Tout ce que nous allons débattre aujourd'hui sera évidemment rapporté directement au président de la République pour que le président de la République puisse faire ses choix en étant le mieux informé possible, en toute connaissance de cause et en ayant sur la table toutes les options qui puissent lui être présentées.

C'est d'autant plus important qu'il y a un deuxième enjeu que vous connaissez tous, qui est la réduction du CO₂. Nous sommes engagés notamment avec le paquet européen Fit for 55, dans une accélération de la réduction de CO₂, tant mieux. Tout ce qui pourrait être fait pour réduire les émissions de CO₂ aura le soutien du ministère de l'Économie et des Finances.

Le ministère de l'Économie et des Finances n'est pas contre l'environnement, il est pour l'environnement. Il n'est pas contre le climat, il est pour le climat. C'est d'autant plus indispensable que le sujet environnemental va de plus en plus devenir un sujet financier. Au lieu de séparer et d'opposer finance et climat, il faut comprendre ce que nous faisons depuis près quatre ans que je suis ministre des Finances : il faut lier la finance et le climat parce que les deux sont en parties liées et qu'il faut par conséquent tout faire pour que les financements aillent bien à la réduction des émissions de CO₂.

Enfin, dernier point dans ses remarques préliminaires, pour vous dire qu'il y a aussi des urgences, notamment la facture des Français.

Nous avons pris un certain nombre de mesures avec le chèque énergie ; les ménages Français, 6 millions d'entre eux, toucheront à partir du début du mois de décembre, 100 euros supplémentaires qui s'ajouteront aux 150 euros du printemps 2021. Ils auront à nouveau 150 euros au printemps 2022.

Chacun voit bien que cela ne suffit pas et que cela ne permet pas de compenser la flambée des prix du gaz pour beaucoup de nos compatriotes, notamment les plus modestes. Le Premier ministre annoncera donc des mesures complémentaires ce soir. Je pense que c'est une question de justice. Les Français n'ont pas à prendre de plein fouet cette augmentation des prix du gaz. Le rôle de l'Etat, c'est de protéger. Nous assurons notre rôle de protection des Français face à la flambée des prix de l'énergie.

Ensuite, quelle peut être cette stratégie ? Je vous propose une stratégie en quatre points avant que nous revenions plus spécifiquement à l'hydrogène. La stratégie énergétique française pourrait reposer sur quatre piliers.

Le premier, c'est la consolidation de nos atouts. Nous avons un atout qui s'appelle le nucléaire ; et vous avez ici un défenseur de l'énergie nucléaire. C'est une énergie qui est décarbonée, qui n'émet aucun CO₂, qui est disponible en continu. Elle est donc précieuse.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pour que nous puissions consolider du nucléaire, il faut poursuivre les recherches sur de nouveaux réacteurs. Je pense aux réacteurs de petites et moyennes puissances. Nous le faisons dans le cadre du plan de relance. Nous pourrions le faire aussi dans le cadre du plan d'investissement. Il faut poursuivre la recherche sur de nouveaux types encore plus sophistiqués de réacteurs.

Il faut, c'est peut-être le point le plus important, refonder totalement la filière de formation et de qualification. C'est ce que nous avons fait, je remercie ceux qui ont participé autour de cette table, en créant l'Université du nucléaire, c'est-à-dire des formations dédiées pour que nous ayons des chaudronniers, des soudeurs spécialisés dans la filière nucléaire. C'est le premier pilier que je vous propose.

Deuxième pilier de cette stratégie énergétique la réforme du marché européen de l'énergie. Ce marché est une aberration. Il n'y a aucune raison que la France paye le coût marginal de fonctionnement des productions de gaz qui se font en Allemagne ou ailleurs. Or, c'est le cas. Nous alignons le prix de l'électricité sur le prix marginal des centrales à gaz.

C'est la réalité du marché européen de l'énergie. J'ai donc écrit aujourd'hui au président de l'Eurogroupe, Paschal Donohoe, que j'ai signé conjointement avec la ministre de la Transition Ecologique, Barbara Pompili, pour demander expressément au président de l'Eurogroupe de penser un changement en profondeur du marché européen de l'énergie. Cela me paraît absolument indispensable.

C'est le deuxième pilier de notre stratégie. Il est très important parce qu'il prendra du temps. Nous savons bien que cela ne se modifie pas en un claquement de doigt. Mais je ne peux pas accepter que nos compatriotes payent le coût marginal de production du gaz dans les centrales à gaz, alors même que nous avons des centrales nucléaires qui permettent de produire autour de 40 euros le mégawatt l'électricité dont nous avons besoin. C'est plus du double pour le prix marginal, plus de 100 euros pour le prix marginal de production du gaz dans une centrale à gaz. Rien ne justifie que la France ait à payer ce coût marginal.

Troisième pilier le développement des énergies renouvelables. Ce n'est pas parce que nous sommes favorables à la consolidation de la filière nucléaire que nous sommes contre le développement des énergies renouvelables. Au contraire, elles sont complémentaires.

L'objectif que nous nous sommes fixés, c'est bien d'améliorer le mix énergétique en continuant de développer les énergies renouvelables. Il y a ici un certain nombre de grands électriciens, je pense à *Engie*, qui ont développé massivement ces filières-là. *Total* le fait également en basculant du fossile vers des énergies renouvelables. Il n'y a pas d'opposition.

C'est fou cette manie que nous avons en France d'opposer systématiquement les uns et les autres, les personnes comme les énergies. Je propose de rassembler. Il faut rassembler pour avoir un bouquet énergétique qui soit le plus efficace possible.

Le troisième pilier, c'est donc évidemment le développement des énergies renouvelables en tenant compte de l'acceptabilité sociale.

Enfin le dernier pilier, cela nous mène tout droit à notre discussion d'aujourd'hui, c'est l'hydrogène. Notre ambition, elle doit être très simple la France doit être le leader mondial de l'hydrogène vert. Pas un des leaders, le leader mondial de l'hydrogène vert. Quand je vous vois tous ici rassemblés, je pense que nous avons la possibilité d'y parvenir.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Il y a d'autres champs industriels où ce n'est pas possible. Nous pouvons être deuxième ou troisième, d'autres sur lesquels nous avons perdu la main et ce n'est pas forcément un drame. Mais en matière énergétique, je considère que sur l'hydrogène vert nous avons la capacité d'être le leader mondial et c'est cet objectif-là que nous devons nous fixer.

Je connais les doutes qui s'expriment parfois sur l'hydrogène. On me dit « Est-ce que vous êtes certain que c'est un bon pari ? Est-ce que vous êtes sûr que c'est véritablement utile ? » Je ne dis pas que l'hydrogène est la solution à tout. Je dis juste que l'hydrogène va nous permettre de remplir deux objectifs stratégiques qu'aucune autre forme énergétique ne nous permet de remplir.

Le premier, c'est la décarbonation des industries. Si nous voulons décarboner nos sites industriels, nos aciéries, nos cimenteries, et je remercie Guy Sidos parce que je sais que Vicat est très engagé dans ce domaine-là, nous aurons besoin de l'hydrogène.

A quel coût ? Avec quel accompagnement de l'Etat ? A quelles conditions ? C'est toutes les questions qu'il faut que nous nous posions, parce que nous n'allons pas engager des dizaines de milliards d'euros, c'est le chiffre qu'il faut avoir en tête, pour décarboner des sites sidérurgiques ou des cimenteries si, dans le même temps, nous réimportons du ciment ou de l'acier produit dans des conditions défavorables pour l'environnement et venu de Turquie, d'Inde ou de Chine. Ce n'est pas possible.

Il ne peut pas y avoir de décarbonation des sites industriels, cimenteries ou aciéries, sans hydrogène et sans mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

C'est le premier objectif stratégique à mes yeux qui doit nous guider : décarboner massivement, de manière accélérée, nos grands sites industriels, en particulier les aciéries et les cimenteries, en regardant quel est l'accompagnement public nécessaire parce que c'est coûteux, quels investissements nous finançons, quel tarif de rachat nous finançons également, et comment nous mettons dans le même temps en place un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Le deuxième objectif stratégique que peut remplir l'hydrogène et que va remplir l'hydrogène, c'est le transport de masse. Nous discuterons de savoir si le véhicule individuel, c'est pertinent et s'il y a des possibilités pour le véhicule individuel d'utiliser l'hydrogène. J'en ai souvent parlé avec Benoît. Peut-être, là-dessus je laisse la question ouverte.

En revanche, j'ai la certitude que pour les transports collectifs au sens large, l'hydrogène est la bonne solution.

Cela va être la solution pour l'avion totalement décarboné. Alors, disons les choses très clairement, cela ne sera pas pour faire du Paris-Singapour dans un A380 avec 450 places, mais pour des portées plus limitées de l'ordre de 1 000 km, pour des avions avec une capacité d'emport de 80 à 100 personnes, l'hydrogène peut être une parfaite solution.

Pour les trains, c'est une solution aussi et c'est déjà une solution, c'est déjà utilisé dans les trains. Tous ceux qui doutent, je rappelle que voilà, les trains hydrogènes, cela existe déjà. Cela roule déjà. Cela marche très bien dans des conditions de rentabilité, de sécurité maximale.

Cela peut être une solution également pour les petits utilitaires ou les utilitaires moyens. J'en ai discuté avec Luca De Meo il y a quelques jours. Il va développer un utilitaire à hydrogène sur le site de Sandouville, en Normandie. Ce qui me fait plaisir, évidemment.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'hydrogène est donc une solution parfaitement appropriée. Cela peut être le cas aussi pour les flottes d'entreprise. Avec du coup, une borne d'approvisionnement qui se trouve dans un lieu fixe et qui permet d'alimenter un certain nombre de véhicules.

Sur ces deux usages absolument cruciaux, transports collectifs et décarbonation des sites industriels, l'hydrogène est la solution. C'est pour cela que nous faisons ce pari et que nous croyons profondément dans ce pari.

Deuxième remarque sur l'hydrogène, nous avons pour réussir des champions industriels et des leaders mondiaux. Ils sont présents ici avec deux présidents du Conseil national de l'hydrogène qui sont totalement mobilisés depuis des années. C'est le mérite d'être le ministre de l'Économie et des Finances depuis près de cinq ans maintenant, j'ai des souvenirs anciens.

Je me souviens de discussions avec des Japonais, cher Benoît, à Davos, sur la question de l'hydrogène. A l'époque, c'était au tout, cela doit être en 2017, investir sur l'hydrogène paraissait quelque chose d'extraordinairement audacieux. Nous nous demandions si vraiment cela valait le coup. Je me souviens de discussion avec Patrick sur les questions de réservoirs et de sécurité des réservoirs qui remontent au Salon de l'automobile, à l'époque où il y avait encore des salons de l'auto et pas de contrainte sanitaire.

Tout cela, c'est un travail très ancien, sur lequel nous avons beaucoup réfléchi, beaucoup travaillé, beaucoup comparé et où nous constatons que nous avons les meilleurs industriels au monde, ce qui va nous permettre de réussir cet investissement dans l'hydrogène vert.

Nous avons commencé à le faire. Je rappelle que nous avons déjà engagé en un an près de 300 millions d'euros et que nous allons investir dans les mois qui viennent un milliard d'euros dans les technologies. Nous aurons donc une maîtrise technologique complète du cycle de production de l'hydrogène vert.

Pourquoi la France est-elle bien placée ? Pour une raison simple et une seule, elle maîtrise tout le cycle. Seul défaut de production d'hydrogène, c'est qu'il faut faire de l'électrolyse et que l'électrolyse demande beaucoup d'électricité. Si vous faites de l'hydrogène qui est produit par de l'électricité qui est, elle-même brune et sale, au bout du compte, cela n'a absolument aucun intérêt pour la planète.

L'énorme avantage de la France, en particulier par rapport à l'Allemagne, c'est que nous pouvons maîtriser tout le cycle de la production d'électricité décarbonée jusqu'à la production d'hydrogène par électrolyse dans des sites industriels dédiés. Imaginez ce que cela représente comme filière industrielle pour le pays, comme indépendance, comme avantage comparatif.

Nous pouvons parfaitement imaginer des écosystèmes totalement intégrés dans lequel vous auriez la centrale nucléaire, la production d'électricité décarbonée, qui iraient dans des usines d'électrolyse où se ferait l'électrolyse et avec à proximité un site industriel, celui de Vicat ou un autre dans lequel on décarbonerait l'industrie.

Enfin, cela fait des écosystèmes industriels puissants, créateurs d'emplois technologiquement avancés qui sont exceptionnels pour la France.

Aucun autre pays en Europe, aucun, n'a la capacité d'avoir un écosystème totalement intégré sur la production d'hydrogène vert. L'autre grand pays avec lequel nous travaillons toujours main dans la main, qui veut avancer sur l'hydrogène vert et qui investit massivement, c'est l'Allemagne.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

J'en ai discuté à de multiples reprises avec mon homologue, Peter Altmaier. Nous avons discuté aussi avec le président de la République et la chancelière. Les Allemands sont sur un modèle qui est très différent puisqu'ils n'ont pas l'électricité décarbonée à la base. Ils sont sur un modèle où l'électricité serait produite soit dans les pays du Golfe, soit dans les pays du Maghreb, grâce à des panneaux solaires. L'électrolyse se ferait sur place, et ensuite, l'hydrogène serait transporté.

J'ai la faiblesse de penser que c'est moins vertueux comme cycles que celui que nous, Français, nous proposons. C'est complémentaire. Il n'y a pas d'opposition à avoir et nous allons travailler, une fois encore, main dans la main avec nos amis allemands. Mais vous voyez bien qu'il y a une vraie différence entre un cycle hydrogène totalement intégré tel que la France le propose et un cycle qui lui sera délocalisé pour des raisons de production d'électricité qui est ce que propose l'Allemagne.

Enfin, un tout dernier mot. Comment pouvons-nous, sur ces bases-là, maintenant que nous avons vu les usages, l'écosystème sur lequel nous pouvons travailler, comment pouvons-nous avancer dans les semaines et dans les mois qui viennent ?

Premièrement, nous devons développer nos sites industriels à échéance de semaines ou de mois. Il faut aller vite. Nous pouvons faire émerger très rapidement pour que les Français réalisent ce que c'est que l'hydrogène, des sites d'électrolyse qui puissent donner corps à cette ambition politique et économique.

Nous aurons le site de *McPhy* à Belfort. Nous avons le projet d'*Air Liquide* en Normandie, dont Benoît nous dira certainement un mot, mais je pense qu'il faut que dans les mois qui viennent émergent des sites industriels d'électrolyse qui donnent corps à notre ambition énergétique sur l'hydrogène vert.

Les Français, ils sont comme nous tous, ils sont Saint-Thomas. Ils veulent toucher du doigt. Ils veulent voir les usines. Ils veulent voir les emplois. Ils veulent voir ce que cela donne concrètement pour eux. Ils ont raison. C'est très bien les grands plans sur la comète, mais je reviens à ce que je vous disais au début, il faut surtout être dans la réalité.

La réalité à laquelle je crois, ce n'est pas la faiblesse des usines des années 80 qui ont planté le pays, qui ont abouti à des délocalisations massives et scandaleuses. La réalité à laquelle je crois, c'est l'usine, les ouvriers, les ingénieurs, la production sur nos territoires. Je suis aussi basique que cela. Je dis donc au Conseil national de l'hydrogène que dans les mois qui viennent, nous devons avoir des usines qui sortent de terre et des premières pierres que nous posons. Des investissements qui créent des emplois pour nos compatriotes, parce que la relocalisation industrielle, elle doit se toucher du doigt.

La deuxième chose, c'est les investissements financiers. Tout cela coûte très cher. L'Etat va mettre plus de 7 milliards d'euros sur cette filière. C'est le plus gros investissement industriel que nous faisons. Nous faisons des investissements dans l'espace. Nous faisons des investissements sur les satellites. Nous faisons de l'investissement sur l'intelligence artificielle.

L'investissement le plus important, je le dis à tous ceux qui nous reprochent de ne pas avoir assez d'ambition pour le climat. La preuve que nous en avons, le plus gros investissement public que nous faisons, c'est sur l'hydrogène vert, 7 milliards d'euros. Les Allemands en ont mis 9. Nous allons travailler sur des projets conjoints et j'y reviendrai.

Le président de la République annoncera dans les jours qui viennent le plan d'investissements pour préparer la France 2030. L'hydrogène y aura évidemment toute sa place. Cela suppose évidemment que les investissements privés suivent et qu'il y ait du partenariat public privé. Tout ne peut pas être financé uniquement sur le financement public.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Troisième élément, il faut que nous poursuivions la recherche. Je suis devenu, grâce à Benoît Pottier, et à un certain nombre d'entre vous, un spécialiste de la différence entre la technologie alcaline ou de la membrane à protons, je ne vais pas vous embêter avec cela, même si je trouve cela absolument passionnant. Il faut que nous poursuivions la recherche et que nous gardions les meilleures technologies au monde. Je trouve que c'est cela qui fera aussi la force de cette filière, maîtriser les meilleures technologies au monde d'électrolyse pour être véritablement le champion mondial que nous devons être.

Quatrième élément sur lequel j'insiste, il faut que nous puissions commencer à faire émerger un écosystème ou deux écosystèmes. Un à Belfort, un sans doute de l'axe industriel Seine Normandie, Benoît nous en dira un mot, qui doit nous permettre de faire toucher du doigt, une fois encore, la réalité de cet investissement.

Cinquième étape devant nous, la coopération européenne. Nous n'avons pas encore de Gouvernement en Allemagne, mais dès qu'il y aura un Gouvernement en Allemagne, il faudra que nous reprenions la coopération sur les questions d'hydrogène.

Il peut y avoir une coopération frontalière, notamment du côté de l'Alsace, peut-être dans d'autres départements, afin de parvenir à la mutualisation des projets de la recherche avec nos partenaires allemands. Je rappelle qu'*Air liquide* a déjà conclu avec *Siemens*, ce qui est une très bonne chose. Nous devons pouvoir poursuivre ces coopérations, là aussi à marche forcée, pour avancer le plus rapidement possible.

Voilà la feuille de route que je vous propose de dessiner pour les semaines et les mois à venir. Il faut aller vite parce que les bascules technologiques se font rapidement et la France, très souvent, a été trop lente.

Elle a été trop lente dans un certain nombre de domaines. Cela va du spatial, les lanceurs jusqu'à la technologie numérique. Sur tous ces sujets-là, trop souvent, nous avons pris trop de temps et nous avons pris trop de temps parce que la méthode n'était pas la bonne. C'est-à-dire qu'au lieu de nous rassembler, je reviens à ce que je vous disais en introduction, nous nous sommes divisés.

L'immense vertu du Conseil national de l'hydrogène et des conseils nationaux que nous avons créés avec le président de la République, c'est que nous sommes tous autour de la table. Nous ne sommes pas d'accord, nous nous le dit. Nous avons un doute sur un élément de la stratégie, nous le disons, nous le corrigeons.

Nous sommes capable de définir une stratégie ensemble, il y a les financements publics qui sont là, il y a le PIIEC hydrogène qui va arriver d'ici la fin de l'année avec 15 projets français qui vont pouvoir être financés par ce PIIEC.

Avoir les technologies, l'argent public, les industriels et la volonté commune, c'est un gage de succès et je suis sûr qu'en matière d'hydrogène vert, nous allons réussir.

Voilà, je ne suis pas plus long.

Je vais laisser tout de suite la parole à Benoît et à Patrick et ensuite, il faut que je prenne mon avion je crois.